

MOUTIER

Un projet participatif de centrale photovoltaïque sur le toit de Tornos

Une nouvelle centrale photovoltaïque communale pourrait voir le jour à Moutier l'an prochain, sur la toiture de l'entreprise Tornos. Ouvert au processus de «prêt citoyen», le projet est devisé à près de 950 000 fr. et sera soumis au Conseil de ville le 4 juillet.

La cité prévôtoise entend poursuivre son développement sur le terrain des énergies renouvelables. Après celle installée sur la halle Polysport, celle de Chanteemerle ainsi qu'une autre en cours de construction sur un bâtiment jouxtant les pompiers, une nouvelle centrale photovoltaïque en mains de la commune pourrait voir le jour d'ici peu. Contrairement aux trois premières, cette quatrième installation ne serait toutefois pas érigée sur un bâtiment communal, mais sur la toiture de l'entreprise Tornos, sur ses édifices de la rue Industrielle 109 et 117 plus précisément.

Pour une politique durable

Concrètement, la surface photovoltaïque nette prévue s'étend sur environ 3120 m², avec une puissance de 654 kWc et une production annuelle estimée à 659 232 kWh. Cette centrale solaire deviendrait ainsi la plus grande du parc de production des Services industriels de Moutier. Il est prévu que plus de 93% de son énergie soit directement fournie à Tornos. Le solde serait quant à lui réinjecté dans le réseau au profit de tiers.



La toiture de Tornos sera-t-elle ornée d'une centrale solaire?

ARCHIVES PRÉTEXTE

Chef du Service de l'électricité à Moutier, Didier Flueckiger relève que plusieurs entreprises ont déjà fait part à la commune de leur souhait de s'orienter vers les énergies renouvelables. Les autorités ont

prix abordable. «Ce projet permettra à l'entreprise de bénéficier d'un prix fixe sur une durée initiale de 25 ans. Dans la conjoncture actuelle, avec l'augmentation des prix de l'énergie, c'est forcément inté-

forcer la part de production d'énergies renouvelables et locales. «Cela va dans le sens de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération et de notre label Cité de l'énergie. C'est l'objectif principal de ce projet», note Didier Flueckiger.



L'idée est de permettre aux citoyens qui le souhaitent de participer à ce développement des énergies renouvelables.»

Des parts aux citoyens

De plus, le projet aura la particularité d'être mené selon un concept participatif. Citoyens, institutions ou encore entreprises en tous genres pourront ainsi acquérir des parts sur le coût d'installation de la centrale, soit 948 680 francs, sous la forme de «prêts citoyens» (avec un

taux d'intérêt prévu à 2,25% au maximum). «Tout le monde n'est pas propriétaire et n'a pas la possibilité d'installer des panneaux solaires. L'idée est ainsi de permettre aux citoyens qui le souhaitent de participer à ce développement des énergies renouvelables», souligne Karim Bortolussi, conseiller municipal responsable des Services industriels et de l'énergie, qui précise que la centrale restera toutefois en mains communales.

Côté finances, Didier Flueckiger assure que la démarche serait rentable à long terme pour la commune. La planification financière sur 25 ans dégage en effet un bénéfice au final estimé à environ 248 000 francs. «Ce montant serait à répartir en principe à parts égales entre la commune et Tornos. Au final, on peut dire que c'est vraiment un projet gagnant-gagnant.»

Au Conseil de ville

Pour permettre l'édification de la centrale, un crédit de 948 680 francs sera ainsi soumis au Conseil de ville lors de sa prochaine séance du 4 juillet. Karim Bortolussi explique qu'il est donc prévu que ces coûts de départ soient rapidement couverts par le financement participatif. «On peut dire que la commune jouera ici le rôle de banque», image-t-il.

Et de se montrer confiant quant au succès que remportera le concept auprès de la population: «Nous n'avons au final rien inventé. Ce concept a déjà fait ses preuves du côté de Delémont notamment, ou encore à Tramelan avec la centrale sur le toit de la patinoire. Nous sommes ainsi très optimistes.»

CATHERINE BÜRKI

été interpellées à plusieurs reprises au sujet de l'aide qu'elles pourraient leur amener pour réaliser cet objectif à un

ressant.»

S'agissant de la Municipalité, la démarche s'inscrit pleinement dans la volonté de ren-